

Non à la politique de destruction préméditée du social et medico social

JEUDI 2 FÉVRIER : TOUTES ET TOUS À PARIS !

Après des mois d'une mobilisation forte et régulière, les salarié.es du secteur social et Médico-social ne récoltent que mépris et fin de non recevoir du ministère et des organisations patronales.

Face à cette surdité, les différentes assemblées générales qui se sont tenues partout en France font le même constat: nous devons porter plus haut nos revendications... Le cercle vicieux destructeur doit être brisé.

Des conditions de travail et des conditions d'accueil et d'accompagnement toujours plus dégradées !

Les financements des établissements et services sont de plus en plus fragiles et précaires. Les équipes sont épuisées de se réorganiser en permanence pour faire face aux manques de moyens humains et financiers, tout en se confrontant au mépris ou à l'improvisation des dirigeant.es.

Des salaires de misère de métiers majoritairement féminins, paupérisation du secteur, perte de sens et départs massifs ! Voilà la réalité...

Une inégalitaire prime de 183€ dont de très nombreux.ses collègues demeurent exclu.es malgré les demandes de certains députés de la généraliser pour toutes et tous comme dans les ehpad. Pire, ce dispositif, bien loin de compenser l'inflation et 20 ans de blocage de salaires, n'est que partiellement financé par l'État ou les départements, mettant par là même de nombreuses associations dans la panade ! Les licenciements de personnel sont déjà de mise !

A cela, le gouvernement propose un maigre dégel du point d'indice, nous demandant, ainsi, de valider nos baisses de salaires par rapport à l'inflation !

AXESS propose une convention collective qui introduit des salaires au mérite, la mise en concurrence entre établissements, entre salariés au sein des mêmes services ! **C'est au contraire de la cohésion et de la solidarité dont nous avons besoin au quotidien sur le terrain !** Les négociations avec les organisations patronales sont impossibles.

Malgré toutes les alertes, le gouvernement fait la sourde oreille. Ce sont nos missions d'intérêt général qui sont en danger. Le choix du gouvernement se tourne vers la marchandisation du secteur malgré les scandales comme ORPEA.

Montrons que c'est tout le travail social qui est en colère face à sa destruction programmée.

Ils ne veulent pas nous entendre? Faisons du bruit sous leurs fenêtres !

Défendons nos métiers, imposons nos revendications !!!

- Attribution immédiate et **SANS EXCEPTION** des 183 euros pour tous les exclu-e-s des SEGUR et LAFORCADE.
- Généralisation et financement de la prime grand âge dans les ehpad et de l'avenant 43 dans l'aide à domicile.
- Augmentation d'au moins 300 euros net par mois indexée sur l'inflation pour toutes et tous dans le public comme dans le privé comme le réclame le haut conseil du travail social !
- Une convention collective commune de haut niveau, y compris pour la branche de l'aide à domicile
- Des moyens adaptés aux besoins et au bon fonctionnement de nos structures (Conseil départemental, ARS, Etat)
- Des conditions de travail qui préservent le sens de nos interventions, un accompagnement de qualité, notre santé tant physique que psychique.
- Refus d'être un outil de contrôle social, nous dénonçons l'évolution de l'éducatif vers le répressif et nous nous mobilisons pour un travail social émancipateur
- Création d'un véritable statut pour les étudiants en travail social pour éviter leur précarité et la mise en péril de leur formation. Des diplômés d'états préservés loin de toute logique de concurrence
- Que nos employeurs prennent réellement leurs responsabilités vis-à-vis de leurs syndicats aux ordres du ministère

Les rencontres Nationales du travail social en lutte appellent à participer massivement à la journée de grève et de manifestation du 2 février à PARIS et à s'organiser pour faire de cette journée un raz-de-marée du Travail social !

